



Malgré l'instabilité politique qui a pourtant conduit au report de certaines mesures du choc des savoirs (dont la réforme des programmes ou de la labellisation des manuels scolaires), le ministère s'entête en cette rentrée à généraliser les évaluations nationales à l'ensemble des niveaux de la scolarité élémentaire.

Elles sont pourtant loin de faire consensus. Centrées sur les seuls « fondamentaux », elles mettent en avant une conception restrictive et archaïque des apprentissages, fondées sur des présupposés éducatifs en contradiction avec les consensus scientifiques sur la question. Pierre angulaire d'un système global d'évaluation du système éducatif elles promeuvent des pratiques qui renforcent les inégalités d'apprentissages.

La généralisation des évaluations nationales standardisées chaque année de l'école élémentaire prend place au sein du mal nommé « choc des savoirs » et à ce titre participe d'une politique qui conduit à une école plus normative, plus sélective, plus à même d'opérer un tri social, à l'opposé des objectifs d'émancipation et de démocratisation.

Les évaluations dont les enseignant·es ont besoin sont celles qui les aident à comprendre les procédures des élèves pour adapter et réguler les activités pédagogiques. Elles et ils n'ont pas besoin d'évaluations qui installent une logique de tri des élèves, en cohérence avec la mise en place des groupes de niveau au collège auxquels elles participent.

L'école ne peut ni ne doit devenir une institution aux pratiques uniformisées éloignées des besoins des élèves. La liberté pédagogique, qui consiste à concevoir et adapter les enseignements, est une condition nécessaire à la réussite scolaire de tous les élèves.

Plus que des évaluations nationales, l'urgence en cette rentrée aurait été de donner les moyens nécessaires à l'École pour répondre aux conditions dégradées de travail et d'apprentissage.

Pour nos élèves, pour notre métier, pour une école qui doit permettre à tous les élèves de réussir, l'intersyndicale appelle la profession à se réunir en cette rentrée et à discuter collectivement des moyens de s'opposer aux évaluations nationales telles qu'elles sont conçues et imposées par le ministère.

Pour nos élèves, pour nos métiers ensemble réclamons :

— l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires

— l'arrêt des mécanismes de pression et de contrôle

— le respect de la liberté pédagogique

L'intersyndicale soutiendra les enseignant·es dans les différentes actions qu'elles et ils choisiront, particulièrement face aux pressions qu'elles et ils pourraient subir.